

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 19/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DE PROPRETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE

Le mont Tornu
14370 Valambray

Références : 2024.265
Code AIOT : 0005300595

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement SOCIETE DE PROPRETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE implanté CHEMIN DE LA CÔTE LE MONT TORNU 14370 Valambray. L'inspection a été annoncée le 24/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DE PROPRETE ET D'ENVIRONNEMENT DE NORMANDIE
- CHEMIN DE LA CÔTE LE MONT TORNU 14370 Valambray

- Code AIOT : 0005300595
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Ce site est une installation de compostage recevant des déchets vert, des boues et des biodéchets. La quantité (appréciée en moyenne annuelle) de l'ensemble des matières traitées est de 150 t/j, avec un maximum de matières traitées par jour limité à 300t/j. Les différents déchets proviennent des déchetteries, collectivités, industries agroalimentaires du Calvados et des départements limitrophes. Cette installation est notamment soumise aux arrêtés suivant:

- arrêté préfectoral du 14 janvier 2005 modifié
- arrêté préfectoral du 9 mars 2011 modifié
- arrêté préfectoral du 20 février 2023 (demandant notamment une révision des moyens de défense contre l'incendie suite à l'incendie ayant eu lieu en début d'année 2023 et aux remarques émises par le SDIS après leur intervention).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il a été constaté que lors des manœuvres de nettoyage du filtre présent au sein du déconditionneur de biodéchets (aussi appelées manœuvres de débouillage), une quantité significative de plastiques, jusque là retenus par le filtre, tombe dans la soupe. L'exploitant doit revoir sa manière de procéder afin de s'assurer de l'absence de pollution de la soupe de biodéchets par des plastiques. La marque du déconditionneur est le Paddle Depacker V400 Maviteck.

Demande 1 : L'exploitant doit fournir la procédure de débouillage indiquant la périodicité de la manœuvre et les étapes à suivre sous 1 mois.

Demande 2: L'exploitant doit fournir l'analyse des soupes de biodéchets la plus récente sous 1 mois, afin de justifier l'absence de plastiques dans celles-ci.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	désenfumage	Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 1.6	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Confinement des eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 1.9	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	défence incendie	Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Si l'exploitant a progressé concernant la ressource en eau disponible en cas d'incendie, il doit néanmoins poursuivre ses efforts et se mettre en conformité concernant le désenfumage du bâtiment biodéchets. Du point de vue de la gestion des eaux pluviales de ruissellement, souillées par les jus de compost, la situation constatée n'est pas acceptable et doit être corrigée au plus vite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2023, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, ressource en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 02/02/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit mener une étude d'évaluation des moyens de défense contre l'incendie et faire une proposition d'actualisation de ces ressources et de leur aménagement. Ce dossier doit être déposé auprès de l'inspection des installations classées au plus tard avant le 30 juin 2023 et doit intégrer, le cas échéant, l'engagement de l'exploitant sur un échéancier de réalisation. Cette analyse et les propositions qui en découlent devront avoir été au préalable validées par le SDIS.</p> <p>Dans l'attente d'avoir mis en place une défense incendie validée par le SDIS, l'exploitant peut continuer à recourir au bassin de rétention des eaux de ruissellement sous réserve de s'assurer en permanence que l'état général de l'eau de ce bassin (absence de matières flottantes, de boues, etc.) ne risque pas d'engendrer une rupture des pompes qui seraient mises en place en cas d'incendie.</p>
Constats :

<p>L'arrêté préfectoral du 09/03/11 prescrit par ailleurs deux ressources en cas d'incendie sur le plateau:</p> <ul style="list-style-type: none"> -200 m3 présents dans le second bassin de collecte des eaux pluviales du la plateforme. -300 m3 dans le bassin d'eaux pluviales présent sur le périmètre de l'ISDND. <p>L'exploitant a mis en place une bache souple de 300 m3 à proximité de la plateforme de compostage, elle n'était pas en eau au moment de l'inspection mais l'exploitant a fourni la preuve de son remplissage par la suite, elle est donc considérée comme fonctionnelle au moment de la rédaction de ce rapport.</p> <p>L'exploitant a conventionné avec l'entreprise voisine, Phosphéa, pour avoir accès en cas de besoin à leur bache souple de 120m3 également située à proximité de la plateforme. Cette bache était bien présente et remplie lors de l'inspection.</p> <p>Sur les conseils du SDIS, l'exploitant a également rendu carrossable l'accès direct au bassin d'eaux pluviales de 700 m3 présent sur l'ISDND. Ce bassin était rempli lors de l'inspection et présentait donc un volume supérieur à 300 m3.</p> <p>L'exploitant a consulté le SDIS et a effectué des aménagements permettant d'assurer la disponibilité du volume de ressource incendie prescrit.</p> <p>Ce point est considéré comme conforme.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/03/2023, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, désenfumage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 01/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m2 ; - à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m2,

<p>sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. [...]</p> <p>La commande manuelle du dispositif d'actionnement du désenfumage doit être placée en un endroit facilement accessible (près d'un accès principal ou, éventuellement, près d'une issue à proximité du local intéressé ou même, dans certains cas particuliers, près du canton concerné). Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le constat de la précédente visite, du 4 décembre 2023, mentionnait les éléments suivant: <i>"L'inspectrice a demandé à l'exploitant d'actionner les trappes de désenfumage (dont l'existence est prescrite par l'arrêté préfectoral du 09/03/11). L'exploitant n'a pas su actionner ces dispositifs, ne sachant pas où se trouvait la clé du boîtier. Ceci constitue une non-conformité.</i></p> <p><i>De plus, l'article 7 de l'arrêté du 02/03/23 s'applique pour les activités relevant de la rubrique 2783 dès son entrée en vigueur. La surface utile d'ouverture actuelle est inférieure à 2% ce qui constitue également une non-conformité structurelle."</i></p> <p>L'exploitant a indiqué le 28/03/24 avoir pris l'attache d'un bureau d'étude afin d'évaluer le besoin réel en dispositifs de désenfumage. Il indique que l'offre du bureau d'étude était insuffisante techniquement par rapport aux attendus et que les échanges en sont restés à ce stade.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit entretenir le dispositif d'actionnement des trappes et être en capacité de les manoeuvrer. L'exploitant doit se mettre en conformité concernant la surface utile d'ouverture.</p> <p>Ce point étant jugé une nouvelle fois non-conforme, un projet d'arrêté de mise en demeure sera proposé au préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2mois</p>

N° 3 : Gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, collecte et traitement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents générés par l'installation sont collectés gravitairement par un réseau interne de collecte aboutissant à un collecteur principal situé en amont d'un bassin de décantation d'un volume de 350 m3 qui fait l'objet d'un entretien régulier. Ce collecteur principal est muni d'une grille permettant la récupération des éléments grossiers et qui doit être régulièrement nettoyée. Ces eaux sont ensuite dirigées, via un poste de relevage équipé d'une pompe (une deuxième pompe de secours mobile est tenue à disposition sur le site), vers un bassin de stockage de 2 000</p>

m3 dont le point de rejet est relié à un débourbeur déshuileur.
Une vanne maintenue fermée en sortie de ce bassin empêchera tout rejet vers le milieu extérieur.
<p>Constats :</p> <p>L'inspectrice a observé que des eaux pluviales ne s'écoulent pas vers les bassins (a priori trop pleins le jour de la visite) et restent sur la plateforme sur la partie Nord du site (sur les côtés du bâtiment de déconditionnement). Ces eaux sont souillées par les jus de compost. Notamment, à l'arrière du bâtiment de déconditionnement, la chaussée était recouverte d'une très large flaque allant jusqu'à 10 cm de profondeur.</p> <p>Cela présente un risque de débordement en particulier vers la parcelle voisine (un champ), située en dehors du périmètre ICPE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des eaux ruisselant sur son site ne sortent pas du site. Aucun rejet n'est autorisé. L'exploitant doit effectuer des travaux garantissant l'absence d'écoulement en dehors de la plateforme. L'exploitant doit transmettre les justificatifs des actions correctives réalisées sous 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2mois

N° 4 : Confinement des eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/03/2011, article 1.9
Thème(s) : Risques accidentels, eaux d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux d'extinction d'un incendie généralisé sur le site sont récupérées au niveau des bassins de stockage du site.</p> <p>Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspectrice a constaté que les bassins étaient pleins, l'exploitant ne disposait donc pas d'un confinement des eaux d'extinction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit pouvoir confiner sur le site des eaux d'extinction en cas d'incendie. Cette non-conformité sera intégrée au projet d'arrêté de mise en demeure proposé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1mois